

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron
82140 Saint Antonin Noble Val - Mardi 16 juin 2026**

Le Conseil communautaire s'est réuni le mardi 16 juin de l'an deux mille vingt-six à 18h30, au nombre prescrit par le règlement, dans le lieu inhabituel de ses séances à Ginals, sous la présidence de Madame BIRS, Présidente de la Communauté de Communes

Date de la convocation : 9 juin 2026

Nombre de délégués en exercice : 32. Nombre de présents : 29 Nombre de votants : 32

Présents : Mesdames BAGES, BIRS, CARDONNEL, CAVAILLE, GINESTOUS, MIRAMOND, PAPADOPOULO, PHILIPPE, SOCCOL, SOLEILHET, VIDAILLAC ;

Messieurs BURG, COUSI, CROS, ESTRISPEAU, FERAL, GALAN, GAUTIER, HENRY, ICHES, LOMBARD, LOPINET, MARTY, PALACH, PETIT, RENAULT, ROMANO, SERVIERES, SOUDARIN.

Absents : Mme BOZONNET a donné procuration à M. RENAULT, M. ADAM a donné procuration à M. COUSI, M. GALLAND a donné procuration à Mme CAVAILLE, M. JALLET a donné procuration à Mme PAPADOPOULO,

Monsieur CROS Emmanuel a été élu secrétaire de la séance.

Ref. 2026_3343

Objet : PVD - PETITES VILLES DE DEMAIN – Approbation du plan de financement relatif au poste de Chef de projet Petites Villes de Demain (PVD) – OPAH-RU (modifie la délibération n°2023_2644 du 31/01/2023)

Madame la Présidente rappelle que le programme Petites Villes de Demain vise, depuis 2020, à donner aux élus des communes et leurs intercommunalités de moins de 20 000 habitants qui rayonnent et exercent pour tout le territoire qui les entoure, des fonctions essentielles de centralité, les moyens de concrétiser leurs projets de revitalisation pour redevenir des villes dynamiques, où il fait bon vivre et respectueuses de l'environnement. Ce soutien prenait notamment la forme d'un financement de l'ingénierie dédiée à l'animation de cette politique.

Elle rappelle ensuite que notre intercommunalité contient deux villes lauréates, Saint Antonin Noble Val et Caylus, en candidature groupée.

Madame la Présidente précise ensuite les 3 piliers du programme porté par l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires au bénéfice des villes lauréates :

- un appui global en ingénierie, notamment par le biais du financement à 75 % d'un chef de projet Petites Villes de Demain ;
- des outils et expertises sectorielles, dans l'ensemble des champs nécessaires à la revitalisation des centralités, et notamment l'habitat, le commerce, l'économie locale et l'emploi, les mobilités douces, la transition écologique ;

AR Prefecture

082-248200107-20260616-2026_3343-DE
Reçu le 18/06/2026

- un accès à un réseau professionnel étendu, au travers de la création du « Club Petites Villes de Demain ».

Elle précise que le niveau de soutien financier évoqué à hauteur de 75% correspond à la période 2020-2026, durant laquelle l'Etat soutenait les collectivités lauréates à hauteur de 25%. Elle ajoute que les modalités de ce soutien de l'Etat à partir de 2027 ne sont pas connues à ce jour, d'où un taux d'autofinancement plus important.

Elle rappelle également que, dans ce cadre, la commune de Caylus a lancé une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Rénovation Urbaine (OPAH-RU) sur la période 2023-2028, à laquelle la CCQRGA participe.

Madame la Présidente rappelle que la Communauté de Communes a, par délibération n°2021_2313 en date du 01/06/2021, approuvé la signature de la convention d'adhésion Petites Villes de Demain.

Elle ajoute que par délibération n°2023_2644, en date du 31 janvier 2023, la Communauté de Communes a approuvé un plan de financement pour le poste de Chef de projet Petites Villes de Demain (PVD).

Elle ajoute que par délibération n°2023_2761, en date du 12 septembre 2023, la Communauté de Communes a approuvé la convention relative à l'OPAH-RU de Caylus.

Elle explique que le Conseil Départemental peut également intervenir concernant ce dossier et que le plan de financement du Chef de projet PVD.

Madame la Présidente explique que la Communauté de Communes souhaite recruter un Chef de projet Petites Villes de Demain et compte, pour ce faire, solliciter les cofinancements évoqués précédemment (ANAH et Conseil Départemental). Elle souligne le fait que ces aides concernent exclusivement le salaire du Chef de projet PVD.

Elle précise que les frais de mission, de matériel et de fournitures, d'un montant prévisionnel de 5 000 € par an, ne sont pas éligibles à ces aides et ne figurent donc pas dans le plan de financement, objet de la présente.

Elle indique que ce reste à charge sera réparti équitablement entre les communes adhérentes à ce service mutualisé, de manière à ce que le coût final pour la CCQRGA soit neutre.

Madame la Présidente propose le plan de financement prévisionnel annuel suivant, de 2026 à 2028 :

Année n (2026)**Dépenses**

Type de dépense	Montant en € HT
Frais de personnel	50 000
Total	50 000

Recettes

Organisme financeur	Montant en €
ANAH (50%)	25 000
Etat (25% de 45 000€)	11 250
Autofinancement (27,5%)	13 750

AR Prefecture

082-248200107-20260616-2026_3343-DE
Reçu le 18/06/2026

Total	50 000
-------	--------

Année n+1 (2027)**Dépenses**

Type de dépense	Montant en € HT
Frais de personnel	50 000
Total	50 000

Recettes

Organisme financeur	Montant en €
ANAH (50%)	25 000
Autofinancement (50%)	25 000
Total	50 000

Année n+2 (2028)**Dépenses**

Type de dépense	Montant en € HT
Frais de personnel	50 000
Total	50 000

Recettes

Organisme financeur	Montant en €
ANAH (50%)	25 000
Autofinancement (50%)	25 000
Total	50 000

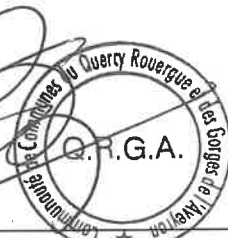
Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide à l'unanimité :

- D'APPROUVER le plan de financement ci-dessus
- DE SOLLICITER les différents organismes financeurs
- D'AUTORISER Madame la Présidente ou son représentant à signer tout acte en conséquence de la présente

Fait à Ginals
Le 16 juin 2026

La Présidente

Elisabeth BIRS



Le Secrétaire de séance

Emmanuel CROS



La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture et/ou de sa publication. Le Tribunal Administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le lien <http://www.telerecours.fr/>

